



Règlement
By-law

4337

Des nuisances causées par les dépôts de journaux dans le domaine public ou sur les terrains adjacents.

A la séance du conseil de la ville de Montréal tenue le 15 novembre 1971,

le conseil décrète:

1. — L'occupation d'un terrain, d'un bâtiment ou d'une construction, en tout ou en partie pour la vente de journaux, de périodiques ou d'imprimés, dans des boîtes ou réceptacles comportant ou non distribution automatique, constitue une occupation commerciale au point de vue des règlements de zonage.

2. — L'occupation pour les fins précitées est permise à l'intérieur d'un bâtiment ou de son périmètre dans toute zone commerciale ou industrielle.

3. — Nonobstant toutes dispositions d'un règlement de zonage, dans toute la ville l'occupation pour les fins précitées du domaine public ou d'un terrain privé adjacent à l'extérieur du périmètre d'un bâtiment, est interdite et constitue une nuisance.

4. — La Ville peut enlever elle-même sans avis toute boîte ou

Pertaining to nuisance caused by newspaper depots on the public domain or on parcels of land adjacent thereto.

At the meeting of the Council of the City of Montreal held on November 15, 1971,

Council ordained:

1. — The occupancy of a parcel of land, a building or a structure, in whole or in part, for the sale of newspapers, periodicals or printed matter, in boxes or receptacles whether equipped or not with automatic distribution devices, constitutes a commercial occupancy with respect to zoning by-laws.

2. — Occupancy for the above-mentioned purposes is authorized within a building or inside its perimeter in any commercial or industrial zone.

3. — Throughout the City, notwithstanding any provisions of a zoning by-law, the occupancy of the public domain or of a private parcel of land adjacent thereto, outside the perimeter of a building, for the purposes mentioned above, is prohibited and constitutes a nuisance.

4. — The City, on its own initiative and without notice, may

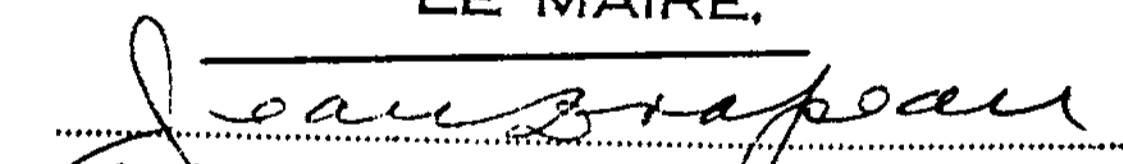
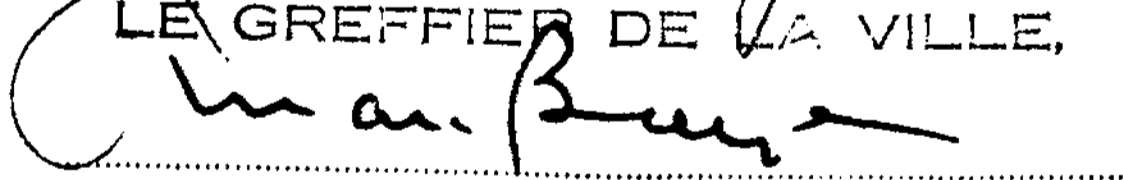
réceptacle se trouvant dans un endroit en violation du présent règlement.

5. — Sans préjudice aux autres recours de la Ville, quiconque contrevient à quelque une des dispositions du présent règlement est passible d'une amende, avec ou sans frais, et à défaut du paiement immédiat de ladite amende ou de ladite amende et des frais, selon le cas, d'un emprisonnement, le montant de ladite amende et le terme d'emprisonnement devant être fixé par la cour municipale de Montréal, à sa discrétion; mais ladite amende ne doit pas excéder cent (100) dollars et l'emprisonnement ne doit pas être pour une période de plus de soixante (60) jours, ledit emprisonnement, cependant, devant cesser en tout temps avant l'expiration du terme fixé par ladite cour municipale de Montréal, sur paiement de ladite amende ou de ladite amende et des frais, selon le cas.

remove any box or receptacle standing in a location in violation of this by-law.

5. — Without prejudice to the any other recourse of the City, any person contravening any of the provisions of this by-law shall be liable to a fine, with or without costs, and in default of immediate payment of the said fine or said fine and costs, as the case may be, to imprisonment, the amount of the said fine and the term of imprisonment to be fixed by the Municipal Court of Montreal, at its discretion; but the said fine shall not exceed one hundred (100) dollars and the term of the said imprisonment shall not be for a period of more than sixty (60) days, the said imprisonment, however, to cease at any time prior to the expiration of the term fixed by the said Municipal Court of Montreal upon payment of the said fine, or of the said fine and costs, as the case may be.

LE MAIRE,


LE GREFFIER DE LA VILLE,

POUR LA VILLE DE MONTRÉAL,

Montréal le.....16 NOV 1971.....